

# L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987)

Mazyar KHOJINIAN

« En entrant dans la lutte, j'avais tout prévu :  
la prison, la torture, les privations... mais pas de me  
retrouver en exil à mon âge » <sup>1</sup>.

Bien plus qu'un « dur métier », comme l'exprime en son temps le poète Nâzım Hikmet <sup>2</sup>, l'exil fut vécu par Behice Boran, la doyenne septuagénaire des réfugiées politiques turques dans les années quatre-vingt, comme la plus imprévisible, la plus lourde et la plus éprouvante des peines <sup>3</sup>. Pourtant, en quarante ans de vie politique et militante, ses convictions marxistes inébranlables, qu'elle a défendues avec combativité et résistance face aux pressions de toute nature, lui avaient déjà valu de nombreux déboires : renvoi de sa chaire universitaire ; menaces verbales et violences physiques de ses adversaires politiques ou des forces de l'ordre ; multiples incarcérations. Cet exil, vécu en partie à Bruxelles de janvier 1981 à son décès le 10 octobre 1987, dont elle avait jusque-là systématiquement rejeté ne fût-ce que l'éventualité, sera aussi la dernière étape de sa lutte. Behice Boran fut également une actrice de premier plan dans le développement de l'extrême gauche en Turquie au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle <sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Extrait d'une interview de Behice Boran réalisée en 1986, publiée dans *La Gauche*, 20 octobre 1987, p. 11 ; A. KAHRAMAN, « O Zoru Seçmişti... (Elle avait choisi la difficulté...) », *Akis*, 19 octobre 1987, p. 1 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2230, document 29.115).

<sup>2</sup> Nâzım Hikmet Ran (Salonique, 1902 – Moscou, 1963), figure littéraire de renommée mondiale, militant communiste condamné à plusieurs reprises en raison de ses écrits. Il prend le chemin d'un exil définitif en 1951. N. HIKMET, *C'est un dur métier que l'exil*, Paris, Le Temps des Cerises, 1999.

<sup>3</sup> « Peine » devant être considérée dans son double sens, douleur morale et sanction appliquée à quelqu'un.

<sup>4</sup> E.J. ZÜRCHER, *Turkey A Modern History*, London/New York, I.B. Tauris, 2004, p. 254-256.

### Panorama de l'extrême gauche turque

Jusqu'au début des années 1960, l'extrême gauche, phénomène encore marginal dans la société turque, est marquée par l'emprise idéologique et structurelle du Parti communiste de Turquie (Türkiye Komünist Partisi [TKP] section turque de l'Internationale communiste), créé en 1920. Rejeté dans l'illégalité après la Guerre de libération nationale menée par Mustafa Kemal (1919-1922), le TKP s'est efforcé de diffuser clandestinement sa doctrine révolutionnaire au sein du prolétariat turc naissant, tout en s'astreignant dès l'origine à une épineuse conciliation. Il s'agissait en effet de concilier son rôle dirigeant de la classe ouvrière et l'obligation de soutenir les réformes mises en œuvre par la bourgeoisie kémaliste <sup>5</sup>. Le Komintern, dans sa stratégie se confondant avec les intérêts de l'URSS, lui avait enjoint de préserver des relations amicales avec la nouvelle République de Turquie. En dépit des coups sérieux que lui portent les autorités turques lors d'opérations répressives ponctuelles jusqu'au début des années 1950, sans parler de l'exclusion et de la stigmatisation systématique de ses dissidences internes, le mouvement communiste turc parvient à garder une influence prépondérante dans les milieux intellectuels progressistes et à compter sur un cercle de militants staliniens dévoués à la cause.

Malgré l'abandon du régime de parti unique en 1945, les tentatives de légalisation de partis socialiste et communiste ont rapidement avorté <sup>6</sup>.

Dans les nouvelles conditions politiques suite au coup d'Etat militaire de 1960 <sup>7</sup>, le Parti ouvrier de Turquie (Türkiye İşçi Partisi, TİP) <sup>8</sup>, fondé en 1961 par un groupe de syndicalistes avant de recevoir l'appui idéologique d'intellectuels marxistes, fait son entrée sur la scène politique. Ce parti, calqué à l'origine sur le modèle du Parti travailliste britannique, attire dans ses rangs d'anciens cadres du TKP, des progressistes, de jeunes étudiants radicaux tentés par les idéaux de gauche, et des militants kurdes espérant sensibiliser leurs camarades turcs à leur cause nationale, au-delà d'une base ouvrière et paysanne indispensable pour parler au nom des masses laborieuses. La diversité des courants regroupés autour du TİP en fera à terme un centre incontournable de formation et de débats de l'extrême gauche turque, à partir duquel se forgeront les multiples tendances des années soixante-dix <sup>9</sup>.

Si le TİP se profile comme un parti socialiste, sa volonté de pérenniser le nouveau régime parlementaire et sa grande ouverture idéologique le rapprochent davantage

<sup>5</sup> R. GALLISSOT et Y. SERTEL, « Communisme et Islam. Le socialisme en Turquie et en Iran », J. DROZ, (dir.), *Histoire générale du socialisme. Tome 3*, Paris, PUF, 1978, p. 631.

<sup>6</sup> Ö GÖKMEK, « Çok-Partili Rejime Geçerken Sol : Türkiye Sosyalizminin Unutulmuş Partisi (La gauche lors du passage au régime multipartite : le parti oublié du socialisme turc) », *Toplum ve Bilim*, 78, 1998, p. 161-186.

<sup>7</sup> F. AHMAD, *Bir Kimlik Peşinde Türkiye* (Turquie. A la recherche d'une identité), (traduit de l'anglais par Sedat Cem Karadeli), İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007, p. 151-165.

<sup>8</sup> M. ŞENER, « Türkiye İşçi Partisi (Parti ouvrier de Turquie) », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol* (La Pensée politique dans la Turquie moderne. Volume 8. La Gauche), İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 356-417.

<sup>9</sup> E. AYDINOĞLU, *Türkiye Solu (1960-1980)* (La Gauche turque (1960-1980)), İstanbul, Versus, 2007.

d'une social-démocratie populiste. Ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de susciter les sympathies et le soutien tacite d'un TKP clandestin, ayant conservé son caractère stalinien et sa fidélité à l'URSS, et dont le bureau politique a pris ses quartiers dans l'après-guerre successivement en Bulgarie et en Allemagne de l'Est. De surcroît, l'entrée du TİP sur la scène politique pousse la jeune génération du Parti républicain du peuple (fondé par Atatürk) à se repositionner à la gauche du centre de l'échiquier politique et à se rapprocher progressivement de la famille sociale-démocrate européenne.

En revanche, le Parti ouvrier ne parvient pas à convaincre un cercle d'intellectuels radicaux et socialisants, persuadés que seul un nouveau putsch militaire de gauche est susceptible de conduire le pays dans la voie d'un développement non capitaliste <sup>10</sup>.

Aux élections générales de 1965, le TİP obtient 3% des suffrages et décroche quinze sièges à l'Assemblée nationale. Au regard de ces résultats encourageants, les dirigeants du TİP, qui estiment la Turquie suffisamment prête pour une révolution socialiste, sous condition d'une conscientisation progressive des masses laborieuses, se voient confortés dans leur stratégie d'accession au pouvoir par la voie parlementaire. Face à ces tenants d'une « révolution socialiste (*sosyalist devrim*) », pour lesquels la Turquie a déjà franchi l'étape de la révolution bourgeoise, se dessine au sein du Parti ouvrier un groupe dissident de plus en plus influent, estimant – comme du reste l'ensemble du mouvement communiste international – que cette stratégie est peu crédible dans un pays dont le stade de développement est encore marqué par des structures féodales influentes, et exigeant au préalable l'achèvement d'une révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale. Jugeant au surplus la classe ouvrière comme trop faible et incapable à moyen terme de mener un tel mouvement, cette opposition ambitionne une « révolution démocratique nationale » (*milli demokratik devrim*) dirigée par une alliance des forces vives (élites civiles et militaires néo-kémalistes).

Au terme de débats extrêmement animés, ces derniers sont exclus du TİP, mais entraînent avec eux une large frange de la jeunesse étudiante qui, souhaitant radicaliser le mouvement, fonde l'organisation « Jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç) », en s'inspirant notamment d'influences maoïstes et guévaristes. Comme ailleurs dans le monde, l'année 1968 consacre la montée en puissance des mouvements étudiants et la multiplication des luttes sociales. Très vite à la remorque des manifestations étudiantes, mais aussi des mouvements sociaux qui se multiplient à la fin des années soixante, le TİP, sous l'impulsion de la Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers (Devrimci İşçi Sendikalar Konfederasyonu, DİSK) fondée en 1967 par les mêmes syndicalistes à la base du Parti ouvrier, continue parallèlement à être miné par des dissensions internes. La ferme condamnation de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie par son leader charismatique, Mehmet Ali Aybar, et sa volonté d'exploiter au maximum le slogan du « socialisme à visage humain », dans le cadre d'une politique populiste qu'il considère comme le seul moyen à court terme d'attirer au parti le suffrage massif des ouvriers et des paysans, ne plaît guère aux défenseurs d'une ligne socialiste orthodoxe et moins critique à l'égard de l'Union soviétique.

<sup>10</sup> N. İNCE and R.W. OLSON, « Yön and its influence on the leftist movement in Turkey and on foreign and domestic policy : 1960-1964 », *Turcica*, 1980, p. 174-186.

L'échec électoral de 1969 amènera les seconds à reprendre en main le TİP, mais sans arriver à juguler l'hémorragie de ses effectifs. Les militants kurdes préfèrent créer leur propre organisation révolutionnaire et le Parti communiste de Turquie s'engage à réinvestir le paysage politique turc. Au tournant des années soixante-dix, une partie de la jeunesse révolutionnaire, en rupture avec le courant de la révolution démocratique nationale, ne voit plus son salut que dans la lutte armée et se lance avec précipitation dans des activités de guérilla, avec à sa tête de jeunes leaders charismatiques (Deniz Gezmiş, Mahir Çayan, İbrahim Kaypakkaya <sup>11</sup>...) qui deviendront, avant et après leur mort, des figures légendaires de la gauche turque. Pris dans l'étau d'une reprise en main de la Turquie par les militaires, leurs mouvements armés sont largement réprimés. Le *pronunciamiento* militaire de 1971 entraîne également l'interdiction du TİP et met momentanément fin aux activités de l'ensemble de l'extrême gauche turque.

Avec le retour au pouvoir des civils à partir de 1973 et l'amnistie en faveur des prisonniers politiques, l'extrême gauche revient sur le devant de la scène politique turque, plus divisée que jamais. Malgré une augmentation significative de ses effectifs et de son influence sur la société turque dans la deuxième moitié des années soixante-dix, ce courant politique reste marqué par une fragmentation extrême et par une incapacité à construire un front commun face à la montée en puissance de l'extrême droite nationaliste ou religieuse. La multitude de mouvements, organisations (armées ou non) et partis, légaux ou illégaux, turcs ou kurdes, se revendiquant de la gauche révolutionnaire mais aux contours idéologiques flous pour la plupart, contribue également à la radicalisation de la vie politique turque de la décennie soixante-dix. Ainsi, ne fût-ce qu'au niveau des partis, et sans être exhaustif, trois partis communistes prosoviétiques aux divergences idéologiques minimales coexistent aux côtés d'un Parti socialiste d'inspiration eurocommuniste et de partis marxistes-léninistes de tendance maoïste, proalbanaise ou d'inspiration vietnamienne. Il s'agit du Parti socialiste ouvrier de Turquie créé en 1974, du TİP refondé en 1975 et du TKP toujours illégal mais dont l'influence croît par l'entremise d'organisations syndicales qu'il a infiltrées et de groupements de jeunesse qu'il a contribué à créer. Dans le climat de crise économique, d'instabilité politique et de violence exacerbée de la fin des années soixante-dix alimenté par les commandos d'extrême droite, mais aussi par des milices armées d'extrême gauche <sup>12</sup>, le gouvernement civil aux abois décrète à partir de la fin 1978 l'état de siège dans treize départements, conduisant inexorablement la Turquie vers une nouvelle prise de pouvoir des militaires.

### **Les femmes dans l'exil politique en provenance de Turquie**

L'histoire personnelle de Behice Boran rappelle que l'exil politique ne peut être exclusivement considéré comme une affaire d'hommes, et que le rôle politique des femmes ne peut être envisagé uniquement dans les limites des impératifs traditionnels de la vie familiale. Si Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie de 1970 à

<sup>11</sup> Un dictionnaire français de l'extrême gauche reprend d'ailleurs sur sa couverture, sans en faire mention explicitement, une photo représentant des drapeaux arborant l'effigie de Kaypakkaya. S. COSSERON, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Paris, Larousse, 2007.

<sup>12</sup> H. BOZARSLAN, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années soixante-dix », *Turcica*, 1999, p. 185-244.

1987, est restée pour la postérité une figure de proue du socialisme turc au XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'une des rares femmes à avoir marqué de son empreinte l'histoire politique, idéologique et sociale de la République turque, en devenant notamment la première femme à occuper la présidence d'un parti politique, son exil consécutif au coup d'Etat militaire de 1980 est en revanche pratiquement tombé dans l'oubli, comme du reste une grande partie de l'émigration politique originaire de Turquie, au contraire des cas italien, espagnol, grec ou chilien.

L'émigration à caractère politique en provenance de Turquie s'est développée de manière significative au gré des coups d'Etat militaires et des profondes transformations économiques, sociales et culturelles qui ont marqué la société turque au cours des cinquante dernières années. Les interventions de l'armée en 1971 et surtout en 1980 ont suscité un flux important de réfugiés issus des milieux de l'extrême gauche et de l'islam politique<sup>13</sup>. De même, la situation de plus en plus précaire des groupes ethniques et religieux minoritaires (Grecs, Arméniens, Assyro-Chaldéens, Kurdes, Alévis...) <sup>14</sup> à partir des années soixante-dix a poussé des dizaines de milliers d'entre eux à solliciter le droit d'asile dans de nombreux pays occidentaux.

Selon les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 298 000 personnes de nationalité turque ont introduit une demande d'asile au cours de la période 1980-1990<sup>15</sup> ; environ 30 000 d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié politique<sup>16</sup>. Cet exil « politique » s'est déroulé simultanément, voire s'est confondu, avec l'immigration économique légale ou illégale (touristique) à destination principale des pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, et avec les regroupements familiaux et matrimoniaux consécutifs à ce premier processus migratoire. Du même coup, il a contribué à accroître la politisation des communautés immigrées de Turquie, par les relations de proximité établies progressivement entre ces deux groupes, sur les lieux de travail, dans les quartiers immigrés ou encore par l'entremise des syndicats et des réseaux associatifs. C'est par ailleurs principalement au niveau de ces contacts des immigrés dits politiques avec les immigrés dits économiques, et des organisations transnationales que les premiers ont largement contribué à structurer, qu'a été jusqu'à

<sup>13</sup> U. MANÇO, « La question de l'émigration turque : une diaspora de cinquante ans en Europe occidentale et dans le reste du monde », S. VANER (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, Paris, 2005, p. 559.

<sup>14</sup> S. AKGÖNÜL, *Les Grecs de Turquie. Processus d'extinction d'une minorité de l'âge de l'Etat-nation à l'âge de la mondialisation (1923-2001)*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 2004 ; *Les minorités chrétiennes en Turquie. Rapport*, Bruxelles, Commission des Eglises pour les travailleurs migrants en Europe, septembre 1979 ; D. MCDOWALL, *A Modern History of the Kurds*, London/New York, I.B. Tauris, 2005 ; E. MASSICARD, *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005.

<sup>15</sup> İ SIRKECI, « Turkish Diaspora », M. J. GIBNEY and R. HANSEN (ed.), *Immigration and Asylum from 1900 to the Present. Volume 2 : Entries J to Z*, Santa Barbara/Denver/Oxford, ABC/CLIO, 2005, p. 610. En 1979, 18 192 demandes d'asile émanent déjà de personnes de nationalité turque en Europe de l'Ouest : E. OSTERGAARD-NIELSEN, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, London/New York, Routledge, 2003, p. 135.

<sup>16</sup> E. KARACA, *12 Eylül'ün Arka Bahçesinde. Avrupada'ki Mültecilerle Röportajlar* (L'arrière-jardin du 12 septembre. Reportages avec les réfugiés en Europe), İstanbul, Ozan Yayıncılık, 2005, p. 13.

présent abordée l'émigration politique dans la plupart des études sur l'immigration turque en Europe <sup>17</sup>.

L'image qui s'impose le plus souvent pour représenter cet exil politique est masculine de manière prépondérante, excepté pour l'exode des minorités : « On sait cependant que cette population est tantôt masculine, qualifiée et très scolarisée ; elle est alors fortement politisée. Tantôt, il s'agit de familles chrétiennes ou kurdes à la recherche d'un peu de paix » <sup>18</sup>.

Les femmes se retrouvent reléguées au second plan, dans l'ombre de leur mari ou de leur père, qu'elles accompagnent et dont elles partagent le sort, sans qu'on se pose davantage la question de leurs opinions politiques personnelles et/ou des tâches spécifiques, sociales et matérielles qui leur échoient dans l'exil. Parmi ces émigrantes politiques, un nombre infime de personnalités – dont Behice Boran est certainement un des cas les plus emblématiques –, sont réputées en raison de leurs activités politiques passées personnelles. Leur trajectoire de vie les range dans une catégorie plutôt atypique de femmes exilées politiques, sortant du cadre habituel des rapports hommes-femmes et de la division traditionnelle des tâches selon le genre. Si elles sont les premières cibles de la répression militaire, force est de reconnaître également la relative aisance avec laquelle elles parviennent à régulariser leur situation d'exil. Autant du fait de leur notoriété que des réseaux d'aide dont elles peuvent bénéficier dans les pays européens, elles obtiennent le statut de réfugiées politiques plus facilement que d'autres femmes plus anonymes, à qui les pays d'accueil demandent nombre de preuves des risques encourus en cas de renvoi au pays.

En prenant le cas de Behice Boran comme objet d'étude principal, cette contribution ambitionne de retracer un parcours quasi contemporain d'exil politique au féminin et d'analyser le rôle particulier dévolu à une femme dirigeante au sein d'un mouvement politique actif en exil dans l'Europe occidentale des années quatre-vingt. Après une brève rétrospective de son parcours d'avant l'exil, nous nous intéresserons à la trajectoire de son exil vers la Belgique et aux modalités administratives, financières et matérielles qui lui ont permis de poursuivre ses activités politiques, ainsi qu'aux divers aspects de sa vie privée de femme émigrée. Une professionnelle de la politique comme Boran devenant rapidement un porte-parole de l'opposition en exil, nous nous pencherons également sur les réactions qu'elle a suscitées dans son pays d'accueil. La fin de l'exposé abordera la nature de ses rapports avec ses compatriotes immigré(e)s économiques et posera la question de son éventuelle spécificité féminine en situation d'exil et dans son action politique.

Depuis sa mort, Boran fait l'objet d'un engouement commémoratif <sup>19</sup>, et depuis quelques années, cette personnalité, qui s'est très tôt faite l'écho des aspirations

<sup>17</sup> I. RIGONI, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.

<sup>18</sup> A. et U. MANÇO, « Emigrations de Turquie : une grille de lecture des causes et des effets », A. et U. MANÇO (dir.), *Turcs de Belgique, identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles, Info-Türk, 1992, p. 18.

<sup>19</sup> C'est d'ailleurs un article de presse relatif à une commémoration, qui a inspiré cette étude : S. TARGAN, « TİP Genel Başkanı Behice Boran anılıyor. Onurlu bir yaşam (La présidente générale du TİP est commémorée. Une vie honorable) », *Cumhuriyet*, 10 octobre 2005, p. 1

sociales et démocratiques de son pays, intéresse également la recherche scientifique. Son parcours académique de sociologue ou sa vie et son action dans une perspective féministe <sup>20</sup> ont fait l'objet d'études bien documentées ; tout récemment une biographie de grande qualité lui a été consacrée dans le cadre d'une thèse de doctorat en sciences politiques <sup>21</sup>. Mais son exil, quant à lui, n'a pas encore fait l'objet d'une étude spécifique.

### **Les sources**

Il est un fait certain que les réfugiées politiques, de par leurs activités, sont susceptibles de laisser plus de traces historiques que d'autres femmes migrantes, plutôt invisibles. En l'absence de sources publiques non encore accessibles en raison de la période étudiée, d'archives personnelles laissées par Behice Boran ou d'archives de l'organisation du Türkiye İşçi Partisi pour les années 1980, une étude de cet exil peut sembler malaisée de prime abord. Toutefois, la combinaison d'une série d'autres sources d'organisations et/ou privées, de dimension et de qualité variables, permet de pallier ces lacunes. Ainsi, les boîtiers « Turquie » des papiers Susa Nudelhole, responsable du secrétariat des Relations internationales du Parti communiste de Belgique (PCB) dans les années 1980, ainsi que des documents provenant du fonds d'archives de la Fédération bruxelloise du PCB, conservés au Centre des Archives communistes en Belgique (CArCoB), rendent compte des relations du PC belge avec ses partis « frères » turcs et leurs organisations actives dans l'immigration.

Les dossiers relatifs au TİP trouvés dans les archives du Türkiye Komünist Partisi, conservées à l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG) à Amsterdam, fournissent un aperçu non exhaustif des rapports entre les deux partis communistes turcs jusqu'à l'annonce de leur fusion en 1987. Un carton relatif à la gauche turque en Europe dans les papiers Muharrem Karaman <sup>22</sup> également conservés à l'IISG, porte, entre autres, sur les premières années d'exil de Boran à Bruxelles. Des sources documentaires relatives à ses dernières activités politiques rassemblées dans

---

et 6. A noter que deux documentaires consacrés à sa vie ont été réalisés au cours de l'année 2006 : *Behice Boran : son nefesine kadar* (Behice Boran : jusqu'à son dernier souffle), Üçüncü Sinemacılar Kolektifi, 2006 ; *Akıntıya Karşı...Behice Boran : Tek Başına Bir Koro* (Contre le temps... Behice Boran : Une chorale à elle seule), SineGöz Film Atölyesi, 2006.

<sup>20</sup> M. ÇETİK, « Bir Akademisyen olarak Behice Boran (Behice Boran en tant qu'académicienne) », A. YARAMAN (ed.), *Biyografiya 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002, p. 27-66 ; F. BERKTAY, « Olağandışı Bir Kadın : Behice Boran (Une femme hors du commun : Behice Boran) », A. YARAMAN (ed.), *idem*, p. 13-26 ; « Behice Boran : « Karar Verme Selahiyeti » ne Sahip Bir Kadın (Behice Boran : une femme qui avait « le pouvoir décisionnel ») », F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti* (Le Genre de l'Histoire), İstanbul, Metis, 2006, p. 192-203.

<sup>21</sup> Cette thèse de doctorat réalisée à l'Université d'Ankara en mai 2007 a été publiée : G. ATILGAN, *Behice Boran. Öğretim Üyesi, Siyasetçi, Kuramcı* (Behice Boran. Universitaire, politicienne, théoricienne), İstanbul, Yordam Kitap, 2007.

<sup>22</sup> Responsable de la section turque du service des travailleurs migrants de la Confédération (belge) des syndicats chrétiens (CSC) de 1974 à 1997. M. KHOJINIAN, *La stabilisation et l'organisation des travailleurs turcs et de leurs familles en Belgique (1963-1980)*, mémoire de licence, Hist., ULB, 2005, p. 9.

les archives du Türkiye Birleşik Komünist Partisi <sup>23</sup> (TBKP) et les articles qu'elle a publiés et/ou se rapportant à ses activités dans *Çark Başak* (*La Roue et l'Épi*), l'organe du TİP, et dans *Tek Cephe* (*Front unique*), l'organe de l'Union pour la Démocratie en Turquie (DİB), entre 1980 et 1987, sont consultables au Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı <sup>24</sup> (TÜSTAV) à İstanbul.

Enfin, les interviews de deux témoins privilégiés de cette période, Doğan Özgüden <sup>25</sup>, journaliste turc réfugié à Bruxelles, représentant du TİP en Europe de 1978 à 1981, et Paul Van Praag, membre du PCB, responsable des contacts de ce parti avec les partis communistes turcs au début des années quatre-vingt, nous ont aidé à éclairer certaines zones d'ombre dans les sources écrites.



Behice Boran jeune, que ses proches dépeignent comme une femme chaleureuse et attentionnée (1910-1987)  
(Archives TBKP, TÜSTAV, İstanbul).

<sup>23</sup> *Le Drapeau rouge*, 8 octobre 1987, p. 1.

<sup>24</sup> Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie, créée en 1992 ([www.tustav.org](http://www.tustav.org)).

<sup>25</sup> *Nouvelle Tribune*, décembre 2003, p. 74-75.



### De la sociologie à la politique : le parcours d'une marxiste militante <sup>26</sup>

Behice Sadık Boran, née le 1<sup>er</sup> mai 1326 selon le calendrier ottoman (14 mai 1910) à Bursa, est la benjamine d'une famille d'origine tatare émigrée de Kazan (Russie) dans les années 1890. Son père, négociant en céréales, est un homme de tendance libérale attachant beaucoup d'importance à l'éducation de ses enfants, sans distinction de sexe, dans la ligne des valeurs de modernité promues par les élites jeunes-turques, puis kémalistes <sup>27</sup>. Behice entame des études primaires en turc, interrompues avant terme par l'avancée des troupes grecques en Anatolie, dans le contexte du conflit gréco-turc de 1919-1922. La famille déménage à İstanbul en 1920, et Behice y poursuit sa scolarité dans une école de religieuses françaises, avant d'entrer au Collège américain pour filles. Diplômée en 1931, major de sa promotion, elle se destine à une carrière d'enseignante et suit des études de philosophie à l'Université d'İstanbul. Mue par son patriotisme, elle souhaite, à travers l'enseignement, apporter sa contribution à l'objectif de la nouvelle République d'amener la Turquie à la « civilisation moderne » <sup>28</sup>. Poursuivant dans cette voie, elle est nommée en 1933, à sa demande, professeur d'anglais à l'école secondaire moyenne de Manisa, ville où s'est établie la famille après le décès de son père.

En 1934, elle reçoit, par l'entremise de son ancien professeur d'histoire du Collège américain, une proposition de bourse de doctorat de l'Université du Michigan. Profitant de cette opportunité, elle gagne les États-Unis et y entame des études de sociologie. L'objectif reste le même : comprendre la société afin de mieux la faire progresser dans le monde moderne. C'est également Outre-Atlantique qu'elle découvre, au hasard d'une conversation entre étudiants, le marxisme, à la pensée duquel elle s'initie progressivement par ses propres moyens, tout en l'intégrant dans ses recherches sur les inégalités sociales. Un doctorat de sociologie en poche, elle rentre au pays et y obtient, par l'entremise du ministre turc de l'Éducation nationale en personne, un poste de chargée de cours à la faculté des Langues, d'Histoire et de Géographie de l'université d'Ankara.

Pendant sa carrière académique, de 1939 à 1948, elle contribue largement au développement de la sociologie turque en faisant naître de nombreuses vocations. À côté de ses cours théoriques, qui font salle comble, elle soutient ardemment les études de terrain et l'implication des sociologues dans les changements sociaux. Dans un contexte politique de montée des tendances nazies sur fond de conflit mondial, Behice Boran s'investit également, en dehors de ses activités académiques et aux côtés d'autres universitaires socialisants, dans la publication de deux revues de gauche et rédige de nombreux articles de réflexion politique pour d'autres revues et journaux,

<sup>26</sup> Cette partie est largement inspirée de G. ATILGAN, *Behice Boran... op. cit.* ; G. TILGAN, « Behice Boran », M. GÜLTEKINGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 436-472 ; A. YARAMAN (ed.), *Biyografiya 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002.

<sup>27</sup> S. TEKELİ, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », S. VANER (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005, p. 265.

<sup>28</sup> Voir l'entretien radiophonique « Comment êtes-vous devenue marxiste » réalisé en Bulgarie avec Behice Boran en 1985 pour Radio Sofia : G. ATILGAN, *Behice Boran..., op. cit.*, p. 532-534.

abordant les thèmes de la démocratie, du fascisme et de l'humanisme dans une perspective de classe. Dès cette période, elle se forge une réputation d'intellectuelle idéologiquement intraitable, autoritaire et à l'*ego* surdimensionné ! Mais ses proches dressent plutôt le portrait d'une jeune femme sympathique, chaleureuse et attentionnée. En 1942, elle adhère au Parti communiste de Turquie (clandestin) et prend un temps la direction d'une de ses organisations de jeunesse.

En 1946, elle épouse un traducteur en langue grecque de l'Agence Anatolie, Nevzat Hatko <sup>29</sup>, un homme qui partage ses convictions politiques mais qui, aussi et surtout, restera jusqu'à sa mort dans l'ombre de l'action militante et politique de sa compagne. Celle-ci garde d'ailleurs son nom de jeune fille (Boran) durant toute sa vie publique et sa carrière politique – ce qui est extrêmement rare pour l'époque.

Les ennuis de Behice Boran avec les autorités de son pays débutent en 1944. Dans une atmosphère de guerre froide avant l'heure et de chasse aux communistes, elle est écartée de ses fonctions universitaires <sup>30</sup> en même temps que d'autres collègues de renom. La procédure judiciaire, ouverte pour propagande communiste, débouche sur un non-lieu. Contrairement à ses collègues qui prennent dès ce moment le chemin de l'exil pour poursuivre une carrière académique au Canada ou en France, Behice Boran reste en Turquie et ouvre un bureau de traduction avec son époux, renvoyé de son emploi pour les mêmes raisons.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate en 1950, elle revient sur le devant de la scène comme présidente de l'Association turque des Amis de la Paix et ne tarde pas à faire parler d'elle en publiant un communiqué dénonçant la décision du gouvernement turc d'envoyer des troupes en Corée. Boran et ses collègues sont poursuivis par les tribunaux militaires. Incarcérée, libérée périodiquement pour raisons de santé, elle écope de quinze mois de prison. C'est dans ces conditions précaires et à l'âge de quarante et un ans qu'elle donne naissance à son fils Dursun en septembre 1951. Libérée en 1953, elle est à nouveau interpellée, emprisonnée et poursuivie dans le cadre des procès visant les membres présumés du TKP. Elle sera finalement relaxée pour manque de preuves. Ces poursuites mettent un terme définitif à sa carrière scientifique ; Behice Boran se retire momentanément de la vie publique pour se consacrer à sa famille.

En 1962, elle adhère au Parti ouvrier de Turquie, fondé un an plus tôt par des syndicalistes recherchant l'appui d'intellectuels de gauche susceptibles d'étoffer leur programme. Cette adhésion ne fait guère l'unanimité car certains craignent que sa réputation de communiste ne vienne ternir l'image du nouveau parti ouvrier et inquiéter le nouveau régime. Au-delà du petit strapontin que quelques-uns lui proposent à

---

<sup>29</sup> Né à Sinop vers 1910 dans une famille circassienne (les Circassiens ou Tcherkesses sont un peuple montagnard du nord du Caucase). Après l'exécution de son père, capitaine dans l'armée, en raison de liens supposés avec l'armée d'Ethem le Circassien, le reste de la famille s'exile en Grèce, où Nevzat fera plus tard Polytechnique et rejoindra les jeunes communistes grecques. Il revient en Turquie dans les années 1930. G. ATILGAN, *Behice Boran...*, op. cit., p. 92.

<sup>30</sup> Voir l'intervention de M. Mustapha Bastuji (Turquie) dans *Congrès mondial des Partisans de la Paix, Paris – Prague, 20 - 25 avril 1949*, Comité mondial des Partisans de la Paix, Paris, 1949, p. 706.

la section féminine, Behice Boran accède au Comité central du TİP en 1964 et est élue députée au Parlement turc à l'occasion des élections générales de 1965<sup>31</sup>. Elle s'y exprime au nom du Parti sur des sujets habituellement réservés aux hommes, la politique étrangère et la défense et frappe les esprits par ses interventions. Elle devient par ailleurs membre de la Commission parlementaire mixte Turquie-CEE, où elle attire l'attention de ses interlocuteurs européens pour son opposition franche et déterminée au Marché commun<sup>32</sup>.

Elle devient rapidement l'un des principaux idéologues du TİP et y développe sa conception de la révolution socialiste en Turquie. Considérant la classe ouvrière comme la principale avant-garde de la révolution et estimant que les intellectuels progressistes qui ressentent un destin commun avec elle doivent activement soutenir son action, elle rejette les perspectives de *putsch* militaire ou de guérilla.

Dans un deuxième temps, elle conçoit le Parti comme le pivot incontournable pour préparer une telle révolution. C'est le Parti qui, par ses structures, a la charge de conscientiser les classes laborieuses à leur condition et de contribuer à leur éducation idéologique. Enfin, dans les conditions conjoncturelles que connaît la Turquie, elle défend l'option d'une accession au pouvoir par la voie des élections, et ce grâce à l'organisation infaillible d'un parti aux bases solides, soutenu par des cadres compétents et des militants combattifs. L'échec électoral de 1969 pousse l'équipe dirigeante à la démission et du même coup propulse Behice Boran au secrétariat général, puis à la présidence générale du Parti ouvrier de Turquie en 1970. Un succès qui sera de courte durée.

Le *pronunciamento* militaire du 12 mars 1971, au motif de rétablir l'ordre, lance une large offensive contre les mouvements de gauche, touchant également de plein fouet le TİP. Le Parti est interdit par la Cour constitutionnelle ; ses dirigeants sont arrêtés et jugés devant les tribunaux militaires pour avoir favorisé des « menées séparatistes » kurdes lors de leur dernier Congrès. Behice Boran est condamnée à quinze ans de prison. Libérée en 1974 dans le cadre d'une amnistie générale, elle prend part, après quelques hésitations, à la refondation du TİP en 1975 et en reprend la présidence. Mais le nouveau Parti ouvrier de Turquie n'occupe plus qu'une position marginale dans le champ politique, à la fois en raison du glissement vers le centre gauche du Parti républicain du peuple et de la concurrence stérile que se livrent à l'extrême gauche les divers partis marxistes fondés depuis le retour à la démocratie en 1973. Cette situation politique se conjugue au retour sur le terrain social turc du TKP, toujours illégal, qui parvient à se tailler une influence croissante par l'entremise de quelques centrales syndicales affiliées à la DİSK, et à l'effervescence des groupes révolutionnaires et gauchisants très actifs au sein de la jeunesse. La stagnation du TİP devient irrémédiable et le cantonne à une position de parti groupusculaire, aux tendances orthodoxe et prosoviétique toujours plus prononcées. Lors des élections sénatoriales partielles de 1979, le Parti subit non seulement un échec cuisant, à la

<sup>31</sup> Une des huit femmes sur les 450 représentants qui siègent au cours de la législature 1965-1969. F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti*, op. cit., 2006, p. 193.

<sup>32</sup> M. HEKIMOGLU, « Behice Boran... », *Cumhuriyet*, 16 octobre 1987, p. 8 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2063, document 75.561).

traîne des autres partis socialistes, mais sa candidate à İstanbul, Behice Boran, est aussi devancée par la présidente de l'association des femmes progressistes, candidate indépendante du TKP. Le TİP s'enfoncé dans un débat interne houleux, opposant les partisans de « l'unité des partis de la plateforme socialiste scientifique », censée aboutir à la fusion des partis communistes prosoviétiques, et les tenants d'un front uni antifasciste passant par une large ouverture à d'autres courants de l'extrême gauche turque, viscéralement hostiles au TKP. Behice Boran rejoint la stratégie politique des premiers et un « protocole d'union » est signé avec le TKP en juin 1980 à Sofia <sup>33</sup>. Dans le contexte des états de siège décrétés à partir de la fin de 1978 et qui s'étendent progressivement à l'ensemble du pays, Boran, ayant outrepassé l'interdiction de manifester le 1<sup>er</sup> mai, malgré son âge avancé (ce que la police et les juges ne manquent pas de lui faire remarquer), est jugée une première fois devant une cour militaire, avant qu'une seconde procédure ne soit entamée au début de l'année 1980 pour propagande communiste à l'occasion de ses derniers discours électoraux <sup>34</sup>.



Behice Boran (1910-1987)  
(Archives TBKP, TÜSTAV, İstanbul).

<sup>33</sup> N. BABALIK, *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi* (L'extinction du Parti communiste de Turquie), İstanbul, İmge Kitabevi, 2005, p. 228.

<sup>34</sup> *La Cité*, 5 avril 1980 ; *Le Drapeau rouge*, 8 avril 1980 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

**« Mais qu'avons-nous donc à faire ici ? »<sup>35</sup> :  
l'exil d'une dirigeante éprouvée**

C'est dans ce contexte troublé que survient le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Le matin même, comme plus d'une centaine de responsables politiques, Behice Boran est placée en résidence surveillée, malgré ses problèmes d'insuffisance cardiaque exigeant un suivi médical approprié. A l'âge de soixante-dix ans, elle est une dirigeante politique épuisée, triste et amère. Les réunions interminables pour résoudre les conflits idéologiques et personnels à la direction du Parti, à l'approche du Congrès avancé au mois d'octobre, ont tellement monopolisé son agenda qu'elles ont relégué au second plan les conditions de la prise de pouvoir des militaires, pourtant prévisible, comme dix ans auparavant. Preuve en est la facilité avec laquelle les documents secrets et la liste des membres du parti sont confisqués par les autorités militaires<sup>36</sup>. A peine Behice Boran s'est-elle assurée l'accord tacite de chacun des membres du Comité central pour disposer des pleins pouvoirs en vue de prolonger l'action du parti dans l'éventualité d'un rejet dans l'illégalité<sup>37</sup>.

Hospitalisée après quelques jours, à la suite d'une crise cardiaque, Behice Boran reste maintenue sous la surveillance des autorités militaires. A Bruxelles, l'Union pour la Démocratie en Turquie (DİB), qui est depuis juin 1980 l'organisation officielle du TİP en Europe, lance un appel international pour sa libération, sobrement relayé par la presse belge<sup>38</sup>. Le secrétaire général du TİP, Nihat Sargin, parvenu entre-temps à quitter la Turquie, arrive à Bruxelles le 24 septembre et se réfugie auprès de connaissances établies de longue date<sup>39</sup>. A la fin du mois d'octobre, Behice Boran est relâchée par la junte militaire. Entre-temps, la direction du Parti ouvrier a pris la décision d'exiler sa présidente à l'étranger, dans les plus brefs délais, pour poursuivre ses activités à partir d'un lieu plus sûr. Dans un premier temps, elle s'y refuse : l'exil est bien la dernière des solutions qu'elle aurait pu envisager, même s'il lui fallait dans le cas contraire supporter à son âge un nouveau procès politique. Sur l'insistance de ses camarades, elle s'y résout et parvient à quitter le pays, un matin du début de novembre 1980, sous couvert de son passeport spécial d'ancienne parlementaire, avec son époux, paralysé depuis quelques années, en prenant le premier avion pour Sofia.

<sup>35</sup> Propos répété à plusieurs reprises par Boran au journaliste Varlık Özmenek lors d'une entrevue en 1983 en République fédérale d'Allemagne : G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 299.

<sup>36</sup> Déclaration du Tek Cephe (Front unique), nouvelle dénomination du Comité belge de l'Union pour la Démocratie en Turquie (Demokrasi İçin Birlik) après la scission de l'organisation au niveau européen, 23 mars 1982 (en turc) (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418).

<sup>37</sup> G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 301.

<sup>38</sup> *Le Drapeau rouge*, 17 octobre 1980, p. 3 ; *Le Soir*, 17 octobre 1980 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>39</sup> Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 1 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; N. SARGIN, *Dönüşten Özgürlüğe 900 Gün Türkiye Birleşik Komünist Partisi "TBKP" Davası* (Du retour à la liberté. 900 jours. Le procès du Parti communiste unifié de Turquie), İstanbul, Tüstav, 2006, p. 73-74.

Même si la junte militaire n'a pas encore établi à cette époque une liste des personnes interdites de quitter le territoire, Boran courait tout de même le risque, en tant que personnalité bien en vue, d'attirer l'attention des forces de police lors du contrôle des passeports. Il se peut que son identité de femme mariée (son passeport porte la mention de Behice Hatko <sup>40</sup>) ait contribué à détourner leur attention et à lui permettre de passer la frontière sans encombre. Arrivés sur place, ils sont pris en charge par les autorités bulgares et envoyés dans un sanatorium <sup>41</sup>.

Depuis le coup d'Etat, le DİB, comme d'autres organisations politiques turques implantées en Europe, tente de sensibiliser l'opinion publique occidentale à la situation en Turquie, mais cette campagne ne rencontre que peu d'échos. Les responsables du DİB, ayant appris par téléphone puis par la presse turque sa présence à Sofia <sup>42</sup>, envisagent de l'amener à Bruxelles afin d'assurer une plus grande visibilité à leur campagne de sensibilisation auprès des dirigeants européens. Mais le fait qu'elle ait reçu en premier lieu la protection des autorités bulgares et que son état de santé reste précaire, complique leur démarche. Enfin, souhaitant profiter de sa faiblesse dans ses nouvelles conditions de clandestinité et rétablir au plus vite l'unité du mouvement communiste turc, İsmail Bilen <sup>43</sup>, le secrétaire général du Parti communiste de Turquie, considérant que l'adhésion de Behice Boran au TKP reste toujours d'actualité, lui propose via des intermédiaires de revenir dans le giron du PC turc et d'y incorporer ses effectifs du TİP <sup>44</sup>.

Les obstacles administratifs rencontrés par le DİB sont progressivement levés. Pieter Dankert, vice-président (socialiste) du Parlement européen, accepte d'envoyer une invitation officielle à Behice Boran et le ministère belge des Affaires étrangères ne voit aucune objection à lui délivrer un visa pour un séjour temporaire <sup>45</sup>. Si ses problèmes de santé, ainsi que l'état physique de son mari, la font encore hésiter,

<sup>40</sup> N. BABALIK, *op. cit.*, p. 92.

<sup>41</sup> G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 297 ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

<sup>42</sup> Le fait que Boran ait pu quitter la Turquie sans difficulté, alors que les principaux dirigeants du syndicat métallo Maden-İş, connu pour sa proximité avec le TKP, étaient arrêtés, a fait l'objet d'une polémique entre partisans et détracteurs du TİP, au premier rang desquels de nombreux sympathisants du TKP. Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 juin 1981, p. 25 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17). Cette lettre de 38 pages rédigée par Özgüden après son expulsion du parti, dans laquelle il règle ses comptes, est une véritable mine d'informations sur l'exil de Boran de novembre 1980 à juin 1981.

<sup>43</sup> İsmail Bilen (Rize, 1902 – Berlin-Est, 1983) : connu sous le sobriquet de « Laz İsmail (İsmail le Laze) » ou sous son nom de guerre « Marat », il occupe à partir de 1927 de nombreuses fonctions de premier plan au sein du TKP, dont celle de représentant du parti au Comité exécutif de l'Internationale communiste de 1937 à 1943. B. GÜZEL, F. ÖZKAN, « İsmail Bilen (Laz İsmail) », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 294-307. Les Lazes sont un peuple caucasien parlant un dialecte géorgien et vivant majoritairement dans le nord-est de la Turquie.

<sup>44</sup> N. BABALIK, N., *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi*, *op. cit.*, p. 233.

<sup>45</sup> Il est à remarquer que la Belgique a rétabli l'obligation du visa pour les ressortissants turcs en novembre 1980.

Behice Boran finit par accepter, avec un certain enthousiasme, la proposition d'un voyage d'un mois en Europe. Elle obtient l'autorisation de quitter la Bulgarie, après que soient levées les réticences des autorités bulgares peu enclines à laisser partir cette hôte de marque (les affinités idéologiques du PC bulgare et du TKP sont également à prendre en compte), même pour un séjour de courte durée, et d'ultimes tractations d'ordre médical. Mais elle doit laisser son mari en Bulgarie, où il décède en avril 1981 <sup>46</sup>.

Elle arrive à Bruxelles le 10 janvier 1981 et rencontre Pieter Dankert ainsi que le secrétaire adjoint du groupe socialiste du Parlement européen le 20 janvier, où elle s'entretient avec eux des violations des droits de l'homme en Turquie et de la question du retour à la démocratie promise par la junte <sup>47</sup>. Elle s'entretient également avec Louis Van Geyt, président du Parti communiste de Belgique le 26 janvier <sup>48</sup>. Elle rencontre des journalistes belges et étrangers, dont ceux du quotidien bruxellois *Le Soir* qui la présentent comme une « femme calme, pas du tout fanatique, pas du tout extrémiste, (qui) a déjà passé une bonne partie de sa vie en prison... » <sup>49</sup>. La junte militaire, prise de court par ces événements, à la veille du débat sur la situation en Turquie au Conseil de l'Europe, décide de lui lancer un appel à rentrer, sous peine d'être déchue de sa nationalité. Cet appel du Secrétariat de coordination de l'état de siège est relayé par la presse écrite, mais également par la radio et la télévision, qui diffuse sa photographie <sup>50</sup>. Dans une question parlementaire, Louis Van Geyt demande au ministre belge des Affaires étrangères ce qu'il compte faire « pour assurer la protection et la défense de Madame Boran ». Le ministre rétorque que, bien que le cas de Madame Boran soit de la compétence du ministre de la Justice, il lui « est bien connu », et que « lorsque l'intéressée réside en Belgique avec un permis de séjour valable, la même protection personnelle lui est accordée qu'aux ressortissants belges, ceci en application des dispositions constitutionnelles en la matière. Au cas où elle ne désirerait pas donner suite à l'ordre du gouvernement militaire turc actuel de rentrer

<sup>46</sup> Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 7 et 12 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

<sup>47</sup> Communiqué du DİB : Behice Boran est à Bruxelles. La présidente du Parti ouvrier de Turquie lance une campagne contre la violation des droits de l'homme par la junte militaire. Bruxelles, 21 janvier 1981. (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; « Boran, Avrupa Kamuoyunu Uyardı (Boran a averti l'opinion publique européenne) », *Tek Cephe*, 4, 1981 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar (écrits) 1975-1987, n° 218).

<sup>48</sup> Notes de Paul Van Praag, 9 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>49</sup> *Le Soir*, 29 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1). Ce commentaire, cherchant à rassurer le public sur les intentions de Boran, renvoie par la même occasion à certains termes (fanatique, extrémiste) employés généralement pour décrire les femmes révolutionnaires : voir A. MORELLI, « La femme révolutionnaire, repoussoir suprême », P. DELWIT et J. GOTOVITCH (éd.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996, p. 203-211.

<sup>50</sup> *La Cité*, 28 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; *Çark Başak*, n° 5 (83), Ocak (janvier) 1981, p. 2 (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

en Turquie, tout en risquant de perdre sa nationalité turque, elle pourrait demander éventuellement l'asile territorial en Belgique... »<sup>51</sup>.

Behice Boran n'a nullement l'intention de se laisser intimider, ni de retourner en Turquie. A l'approche du vingtième anniversaire de la fondation du TİP, le DİB organise le 14 février une soirée de solidarité avec le TİP et la DİSK et Behice Boran y prononce un discours. La presse retient avant tout la présence annoncée de Melike Demirağ, l'actrice vedette du dernier film (*Le Troupeau*) de Yılmaz Güney<sup>52</sup>. Cette soirée, rehaussée par la présence de personnalités belges et internationales, est une grande réussite, bien couverte par les médias<sup>53</sup>. Les ennuis de Boran ne prennent pas fin pour autant. Condamnée par défaut, deux jours plus tard par un tribunal militaire d'Ankara, à plus de huit ans et neuf mois de prison, à cinq ans d'exil intérieur et à la privation de ses droits civiques à perpétuité pour propagande communiste, aggravée par propagande écrite et récidive lors de la campagne électorale de 1979, Behice Boran se résout à demander l'asile politique en Belgique<sup>54</sup>. En cette période difficile, elle a été touchée par l'accueil chaleureux reçu à Bruxelles et par la solidarité que manifestent les organisations progressistes européennes envers les exilés turcs. Ce soutien moral l'incite à poursuivre son combat politique au cours de ses six années d'exil, en dépit de son âge très avancé et de son état physique délabré<sup>55</sup>.

Déchue de sa nationalité le 5 juin 1981<sup>56</sup>, elle aura sa revanche après sa mort, le 10 octobre 1987, en bénéficiant d'une cérémonie funèbre officielle à la Grande Assemblée nationale de Turquie (en qualité d'ancienne membre de cette assemblée) et sera, selon ses vœux les plus chers, enterrée à İstanbul, lors de funérailles rassemblant plus de 15 000 personnes<sup>57</sup>.

<sup>51</sup> Question orale urgente de Louis Van Geyt, député, à Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Objet : l'attitude de notre gouvernement vis-à-vis de l'évolution tragique des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Turquie, Bruxelles, le 2 février 1981 ; Réponse du ministre des Affaires Etrangères du 18 février 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>52</sup> Communiqué de l'Union pour la Démocratie en Turquie (UDT), Bruxelles, 29 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; *Le Soir*, 13 février 1981, p. 3 ; *Le Drapeau rouge*, 14-15 février 1981, p. 2.

<sup>53</sup> Communiqué de presse de l'UDT. Soirée de solidarité avec TİP et DİSK. Un défi international à la junte militaire, Bruxelles, 16 février 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>54</sup> *Le Soir*, 17 février 1981, p. 3.

<sup>55</sup> G. ATILGAN, G., *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 299.

<sup>56</sup> « ... Et en privant de sa nationalité Madame Behice Boran,... qui a fait confiance à l'hospitalité de la Belgique, le régime d'Ankara montre le mépris dans lequel il tient l'opinion démocratique des pays auquel il est lié ou associé... », question orale de Louis Van Geyt, Député,... (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>57</sup> « Behice Boran için TBMM'de tören (Cérémonie pour Behice Boran à la Grande Assemblée nationale de Turquie) », *Cumhuriyet*, 17 octobre 1987, p. 1 ; S. ERTEMUR, « Behice Boran toprağa verildi (Behice Boran a été inhumée) », *op. cit.*, 19 octobre 1987, p. 3 (TÜSTAV, Archives du TBKP, dossier 2230, documents 29.126 et 29.100).



**« Jusqu'à son dernier souffle »<sup>58</sup> : une vie privée subordonnée à l'action politique**

Depuis son arrivée en Belgique, Behice Boran séjourne auprès de Doğan et İnci Özgüden, militants communistes réfugiés à Bruxelles depuis 1972. Doğan Özgüden y fait office depuis 1978 de représentant du Parti ouvrier de Turquie et occupe la présidence de l'Union pour la Démocratie en Turquie<sup>59</sup>. Il est à l'origine de sa venue à Bruxelles et à ce titre, en devient quasi le secrétaire particulier. Aux côtés de Boran, de Nihat Sargin et d'Osman Sakalsız, le secrétaire d'organisation du parti arrivé en Europe à la fin du mois d'octobre, il intègre le Comité central restreint, qui fait également office de Bureau extérieur du TİP. Özgüden assure, par l'entremise du DİB, les moyens de subsistance de Boran (environ 1 000 DM par mois), les membres de l'organisation préférant pour une question de crédibilité et de réputation qu'elle ne fasse pas appel à une allocation d'aide sociale de l'Etat belge.



Behice Boran (au centre) entre un couple d'exilés turcs, İnci Tugsavul-Özgüden et le journaliste Doğan Özgüden, qui l'accueillent à son arrivée à Bruxelles (coll. particulière).

C'est aussi par leur intermédiaire que Behice Boran emménage à partir du 28 mars 1981, avec Sargin, dans un appartement situé dans le même immeuble du Square Wisser, à Etterbeek. Les cotisations et dons des militants permettent également au parti de poursuivre ses activités et d'organiser des actions ponctuelles (dont les coûts approchent les 35 000 DM pour six mois). L'état de santé de Behice Boran est confié

<sup>58</sup> *Behice Boran : son nefesine kadar* (jusqu'à son dernier souffle), İstanbul, Amaç Yayınları, 1988.

<sup>59</sup> Cette organisation rassemble des travailleurs immigrés, des étudiants et des exilés politiques, sympathisants du Parti ouvrier de Turquie ou de manière plus générale militants antifascistes. Elle compte environ trois cents membres. A noter que le TİP ne compte que cinq mille membres dans la deuxième moitié des années soixante-dix. Lettre de Doğan Özgüden au PCB, et ses annexes, Bruxelles, 9 mars 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1); interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007; G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 283.

à un réfugié politique chilien, ancien médecin personnel d'Allende, le cardiologue Gaston Simon, qui se charge de son suivi médical, jusqu'à son décès. Ses problèmes cardiaques l'obligent régulièrement à modérer ses activités <sup>60</sup> et les personnes de son entourage se montrent très soucieuses de lui faciliter l'existence, dans la limite de leurs moyens <sup>61</sup>. En ce qui concerne sa famille, elle assiste à l'enterrement de son époux en Bulgarie mais ne semble pas entretenir une correspondance suivie avec son fils Dursun demeuré en Turquie, sans doute pour des questions de sécurité. C'est plutôt à ses visiteurs venant de Turquie qu'elle demande régulièrement des nouvelles de ce fils unique d'une trentaine d'années, dont l'exil l'a une fois encore tenue éloignée. Tout juste avant de perdre sa nationalité, elle a mis tout en œuvre pour lui transmettre par procuration ses biens immobiliers, afin d'éviter une confiscation par l'Etat <sup>62</sup>.

Sur le plan politique, Boran reprend les rênes du parti d'une main de fer, appuyée par sa garde rapprochée Sargın-Sakalsız <sup>63</sup>. Le coup d'Etat est venu interrompre le processus de rapprochement avec le TKP mais a permis à la nouvelle direction du TİP de prendre de vitesse ses dissidents et de les écarter du parti <sup>64</sup>. Özgüden, proche des « scissionnistes », continue à prôner l'ouverture à un front antifasciste tant dans les réunions du Bureau extérieur du TİP qu'au sein du DİB, notamment en y accueillant les opposants expulsés du parti. Le point de rupture est atteint au moment où la direction décide d'intervenir directement dans les affaires du DİB. Cette organisation, bien qu'autonome, est encore étroitement liée au parti et doit impérativement être subordonnée à sa ligne politique.

Le 7 juin 1981, lors d'une réunion des Comités ouest-allemands de la DİB à Francfort, Boran parvient à les rallier à son point de vue « internationaliste », entraînant

---

<sup>60</sup> Voir sa correspondance dans CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1.

<sup>61</sup> Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 5-10 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

<sup>62</sup> G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 298 ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

<sup>63</sup> « Silâhımız Partimizdir ; Daha Savaşkan Bir Parti İçin İleri (Le parti est notre arme ; en avant pour un parti plus combatif) », *Çark Başak*, 9 (86), Mayıs (mai) 1981, p. 24-26 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418).

<sup>64</sup> « Parti Birliği ve Tasfiyecilerin Tasfiyesi (L'unité du parti et la scission des scissionnistes) », *Çark Başak*, 2 (79), Ekim (octobre) 1980, p. 8-9 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418) ; O. SILIER, « TİP'in İkinci Dönemi. « Daha İyi Yenilmek » Olanaklı mıydı ? (La seconde période du TİP. Était-il possible « de mieux perdre ? ») », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce...*, *op. cit.*, p. 474. Orhan Silier était le chef de file de cette opposition interne du TİP.

une scission du DİB <sup>65</sup>. Par la même occasion, Özgüden est renvoyé du parti <sup>66</sup> et Boran perd un soutien matériel qui lui fut précieux dans ses premiers mois d'exil. Le rapprochement esquissé depuis quelques années avec le mouvement communiste international, du fait de ses positions de plus en plus prosoviétiques, permettra à Behice Boran de trouver une autre alternative. C'est en effet le PCB qu'elle appelle pour l'aider à résoudre ses problèmes matériels et de statut (installation d'une ligne téléphonique, obtention d'une allocation d'aide sociale et d'un logement social) <sup>67</sup>. Boran se voit rapidement octroyer une allocation du Centre public d'aide sociale de sa commune (équivalent à quelques centaines de marks). Un autre réfugié politique maoïste, Necmi Demir <sup>68</sup>, s'apitoie : « J'étais désolé de voir Behice Boran faire la file au secours social » <sup>69</sup>. Elle ne déménagera dans un logement social qu'en 1983. Nihat Sargin, rejoint par son épouse, s'installe rue Antoine Gautier à Etterbeek, tandis que Boran emménage seule dans une vieille petite maison dans le même quartier. Elle n'y séjourne que peu, une semaine tous les deux mois, préférant à ce logement vétuste, la maison de trois étages dans la banlieue de Düsseldorf où Osman Sakalsız s'est installé en famille et où elle dispose de deux pièces meublées, avec vue sur le petit jardin d'arbres fruitiers à l'arrière de la maison <sup>70</sup>. Les effectifs et activités du TİP sont désormais essentiellement concentrés en République fédérale d'Allemagne, comme c'est le cas de la plupart des organisations de l'immigration politique turque en Europe. Le rapprochement avec le TKP se concrétise à partir de 1982, le Parti

<sup>65</sup> « (...) Il est regrettable de constater que Madame Boran, après avoir obtenu l'asile en Belgique, ait montré sa gratitude en se tournant et en menant sa lutte contre les dirigeants de la DİB qui avaient obtenu les conditions favorables pour sa lutte... », déclaration du Congrès extraordinaire du DİB, Paris, 22 novembre 1981, p. 2 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>66</sup> Discours de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie, Francfort, 7 juin 1981 (en turc) (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418) ; lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 1-6 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 74 ; N. BABALIK, *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi*, *op. cit.*, p. 253.

<sup>67</sup> Paul Van Praag, responsable des contacts avec les partis communistes turcs au sein du secrétariat aux relations internationales du PCB, est chargé d'effectuer ces démarches. Sur les échanges épistolaires entre Paul Van Praag, Louis Van Geyt, Léon Defosset député-bourgmestre d'Etterbeek et Gilles, administrateur délégué de la SA « Le Foyer etterbeekois », voir CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1.

<sup>68</sup> Né en 1946, il adhère au TİP en 1963, puis au Dev-Genç en 1969. Condamné à la prison à vie dans le cadre du procès du Parti – Front de libération populaire de Turquie (THKP-C) de Mahir Çayan après le prononciamiento militaire de 1971, il est relâché au bout de huit ans et rejoint le mouvement maoïste turc et son Parti ouvrier et paysan de Turquie. Après le coup d'Etat de 1980, il prend le chemin de l'exil. « Necmi Demir », I. ALPAT, *Popüler Türkiye Solu Sözlüğü Solun Yüzyıllık Öyküsü* (Dictionnaire populaire de la Gauche en Turquie. Une histoire centenaire de la gauche), İzmir, Mayıs Yayınları, 2003, p. 200.

<sup>69</sup> N. BABALIK, *op. cit.*, p. 93.

<sup>70</sup> K. DÜZGÖREN, « Yaşamı sadeydi, sobayla ısınyordu (Son existence était simple, elle se chauffait avec un poêle) », *Milliyet*, 12 octobre 1987, p. 3 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2063, document 75.507) ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 93 ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 63.

socialiste ouvrier de Turquie est associé momentanément aux pourparlers, débouchant sur une régularisation de leurs relations et une coordination de leurs activités <sup>71</sup>. Ce qui suscite des protestations parmi des courants oppositionnels, comme celui de ce Comité central parallèle, encore actif dans la clandestinité en Turquie : « Les militants de notre parti ont été trahis par les dirigeants lâches, notamment la présidente Behice Boran (...) qui se sont enfuis du pays (...) dans les conditions confortables des pays occidentaux, jouant au communiste, ils ont entamé les pourparlers avec les dirigeants du Parti communiste de Turquie en guise d'unifier les deux partis marxiste-léninistes. C'est l'une de leurs manœuvres hypocrites parce que leur but n'est pas l'unification des forces révolutionnaires mais, en liquidant notre parti, d'obtenir quelques sièges dans la direction du PCT » <sup>72</sup>. Après le décès d'İsmail Bilen en 1983 et l'arrivée de Haydar Kutlu <sup>73</sup> au poste de secrétaire général du TKP, la perspective d'un devenir commun des deux partis communistes se précise, sur la base de négociations plaçant les deux organisations sur un pied d'égalité. Vers la fin de sa vie, Behice Boran souhaite ardemment la formation d'un tel parti unifié, mais n'y prendra dans les faits qu'une part minimale <sup>74</sup>. En revanche, elle s'investit pleinement dans d'autres activités militantes. En octobre 1982, en qualité de doyenne des réfugiés politiques de Turquie, elle prend l'initiative d'organiser à Cologne une conférence d'information sur la nouvelle Constitution proposée au référendum par la junte militaire <sup>75</sup>. Dans le cadre des activités du parti, elle collabore à la rédaction de son organe d'information et à l'organisation annuelle des célébrations fêtant l'anniversaire du TİP <sup>76</sup>. Elle poursuit également ses activités de lobbying auprès des instances européennes <sup>77</sup>. Enfin, elle

<sup>71</sup> Communiqué du Parti ouvrier de Turquie, 4.2.1982 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>72</sup> Lettre du Comité central du Parti ouvrier de Turquie au PCB, 25 Temmuz (juillet) 1982, n° 029 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>73</sup> Nabi Yağcı (Tokat, 1944) : mieux connu sous son nom de guerre « Haydar Kutlu », il adhère au TİP dans les années 1960, avant de rejoindre le TKP en 1974. Il s'élève rapidement dans sa hiérarchie en devenant membre du Comité central, puis du Politbüro en 1978. Actif en Turquie même, il s'exile en 1981. « Haydar Kutlu (Nabi Yağcı) », I. ALPAZ, *op. cit.*, p. 131.

<sup>74</sup> Du fait d'un culte du secret très répandu au sein du TKP, les contacts se font le plus souvent par l'entremise d'intermédiaires anonymes qui assurent l'échange de correspondances officielles entre les deux partis. Pour ce qui est des rencontres bilatérales, on en compte à peine trois ou quatre, dont une dans la maison bruxelloise de Boran, les autres entrevues ayant lieu à Berlin-Ouest. Les négociations portant sur l'organisation et le programme du nouveau parti se font essentiellement dans le cadre d'une commission paritaire, conseillée par des représentants soviétiques et est-allemands. N. SARGIN, *op. cit.*, p. 63 ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 246 ; G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 307 ; interview de Paul Van Praag, Bruxelles, 25 avril 2007.

<sup>75</sup> Invitation de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie, au « No to the Junta's Constitution Conference », organisé les 30 et 31 octobre 1982 à Cologne, 24 septembre 1982 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

<sup>76</sup> Lettre de Behice Boran, présidente du Comité central du Parti ouvrier de Turquie, au Comité central du Parti communiste de Belgique, Düsseldorf, 8 janvier 1986 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1984-1987, n° 2) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 87.

<sup>77</sup> « Avrupa Konseyi'nin arından (A la suite du Conseil de l'Europe) », *Çark Başak*, 23 (100), Şubat (février) 1984, p. 12-13 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar 1975-1987, n° 232).

est nommée au comité de direction du Conseil mondial de la Paix et, signe de sa pleine incorporation dans le mouvement communiste international, est invitée comme observatrice au XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS en février 1986<sup>78</sup>.

En 1987, le projet de fusion des deux partis communistes turcs sous la forme d'un Parti communiste unifié de Turquie est finalisé et cette fusion est annoncée à l'occasion d'une conférence de presse à Bruxelles le 7 octobre. En dépit de fortes douleurs de poitrine persistantes depuis quelques jours et des avertissements de son médecin personnel, Behice Boran tient à prendre part à la conférence de presse et la journée se termine, sans encombre, dans une ambiance festive<sup>79</sup>. Trois jours plus tard, vers midi, Boran fait une nouvelle crise cardiaque qui lui sera cette fois fatale, malgré les interventions de son aide-soignante puis d'un médecin urgentiste<sup>80</sup>.

A la suite de négociations entre ses avocats et les autorités turques, son exil de six ans prend fin et elle peut être inhumée dans son pays natal, conformément à ses derniers vœux. Avant son dernier voyage, une cérémonie funèbre se tient le 15 octobre à Bruxelles dans les locaux des Amitiés belgo-soviétiques, où quelques centaines de personnes viennent lui rendre un dernier hommage<sup>81</sup>. Le « retour » de Boran en Turquie marque également le retour au pays de quelques milliers de réfugiés, bien décidés à reprendre leur place au sein d'une société turque en continuel changement.

### **Des rapports ambigus avec les immigré(e)s économiques**

Quelles relations entretient Behice Boran avec les immigrés économiques turcs durant son exil ? Elle aime entreprendre chaque jour de longues promenades, surtout aux abords des parcs, et ses pas la mènent parfois dans les quartiers où sont installés les immigrés turcs, tant à Bruxelles qu'à Düsseldorf<sup>82</sup>. Mais elle ne semble pas rechercher à tout prix le contact avec ses compatriotes immigrés, en dehors des structures du TİP ou du DİB auxquelles ont adhéré un petit nombre d'entre eux, ou encore dans les années suivantes, des organisations mises sur pied dans l'immigration par le TKP dès le tournant des années soixante-dix<sup>83</sup>, comptant quelques milliers de

<sup>78</sup> « Türkiye İşçi Partisi Genel Başkanı Boran Yoldaşın SBKP 27. Kongresi'nde Yaptığı Konuşma (Discours prononcé au 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS par la camarade Boran présidente du TİP) », *Çark Başak*, 38 (115), Mayıs (mai) 1986, p. 1 et 3 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar 1975-1987, n° 243) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 51.

<sup>79</sup> N. SARGIN, *op. cit.*, p. 17-18 ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 255-257 ; *Le Drapeau rouge*, 8 octobre 1987, p. 6.

<sup>80</sup> H. ULUENGIN, « Behice Boran öldü (Behice Boran est décédée) », *Cumhuriyet*, 11 Ekim (octobre) 1987, p. 1 et 11 (TÜSTAV, Archives du TBKP, dossier 2063, document 75.539).

<sup>81</sup> Cérémonie du souvenir à l'intention de la camarade Behice Boran, Maison des Amitiés belgo-soviétiques, 15 octobre 1987 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le décès de Behice Boran, n° 96).

<sup>82</sup> Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 8 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; A. YARAMAN (ed.), *Biyografya 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002, p. 167.

<sup>83</sup> N. BABALIK, *op. cit.*, p. 97-105.

membres en Europe <sup>84</sup>. Pour un parti qui prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière, les problèmes des immigrés économiques ne sont pas négligeables : « Il ne fait aucun doute que les travaux menés ici comprennent également les questions des travailleurs immigrés de Turquie. Mais il ne sera possible de sauvegarder nos intérêts et nos droits d'émigrés et de travailleurs, et d'en obtenir de nouveaux, que grâce à une lutte conjointe » <sup>85</sup>.

Mais entre les paroles et les actes, il persiste plus d'une ambiguïté sur le sens de cette lutte conjointe. Si les critiques formulées par Özgüden sur le peu d'égard qu'a manifesté Boran envers ses compatriotes immigrés qui l'ont aidée matériellement dans les premiers mois de son exil peuvent encore être interprétées à la lumière de son amertume après son expulsion <sup>86</sup>, ce manque de solidarité, résultant d'un sectarisme persistant, s'observe dans d'autres cas et nous amène à questionner l'intérêt qu'elle accordait à l'action des organisations immigrées dans le pays d'accueil. Lorsque le Comité (belge) de liaison des organisations de travailleurs immigrés (CLOTI), « organe chargé de s'occuper des problèmes locaux et non du pays d'origine », propose de réadmettre les deux courants du DİB en litige sous une autre appellation, le représentant de Behice Boran, présent lors de la réunion délibératoire, refuse le compromis et quitte la salle <sup>87</sup>. De la même manière, le TİP laisse sans réponse une invitation de la fédération bruxelloise du PCB, adressée à l'ensemble des organisations immigrées communistes établies à Bruxelles, à sa fête du Premier mai <sup>88</sup>.

### **En attendant le socialisme... : une spécificité féminine dans la politique de Behice Boran ?**

S'il nous faut avant tout constater le peu d'informations relatives à sa condition de femme dans les sources se rapportant à son exil, il est vrai aussi que Behice Boran ne défendait aucune position féministe militante <sup>89</sup>, ni ne considérait comme pertinent, en dehors de conversations privées, le fait de s'étendre sur ses problèmes de vie

<sup>84</sup> H. BOZARSLAN, « Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en RFA », *Revue européenne des migrations internationales*, 1990, p. 68.

<sup>85</sup> Extrait d'un discours de Behice Boran prononcé le 5 juin 1982 à Francfort. « Ayrılıklar Eylem Birliğinin Önüne Geçiremez (Les divergences ne peuvent prévaloir sur l'unité d'action) », *Çark Başak*, 12 (89), Haziran (juin) 1982, p. 3 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar 1975-1987, n° 222).

<sup>86</sup> Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 10 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

<sup>87</sup> Procès-verbal de la réunion du 22 février 1982, Bruxelles, 4 mars 1982 (CARCOB, PCE/Papiers A. Enciso, 1982).

<sup>88</sup> « Je te confirme notre décision qui t'a été transmise oralement par le camarade Van Praag de ne plus convoquer à nos réunions l'Union pour la Démocratie en Turquie (...). La convocation ci-jointe est donc adressée au Parti ouvrier de Turquie », lettre de Roel Jacobs, secrétaire politique de la Régionale de Bruxelles du PCB, et d'Eddy De Winter, membre du Bureau de la Régionale de Bruxelles du PCB, à Madame Boran, Bruxelles, 15 février 1982 ; Fête du Premier Mai – Procès-verbal de la réunion du 11 mars 1982 (CARCOB, Archives de la Fédération Bruxelloise du PCB, n° 63).

<sup>89</sup> F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti*, op. cit., p. 194.

quotidienne ou sur ses tâches ménagères. Il ne lui fallait pas non plus de longs discours pour signifier l'émotion qui la submergeait d'être loin de sa famille et de son pays, ou les douleurs et la fatigue que lui causaient ses problèmes de santé <sup>90</sup>. Elle préférait aussi partager ses meilleurs moments d'intimité et de loisirs avec ses connaissances les plus proches <sup>91</sup>. Enfin, elle fut au cours de ces années d'exil, par moment, plus une personne à charge qu'une personne exerçant des responsabilités. Mais toute sa vie durant, à côté de ses activités politiques, elle tint à accomplir avec autant de soin et d'attention son rôle de mère et d'épouse et parvint à gérer toutes ces obligations, dans les limites des possibilités que les circonstances lui accordèrent.

Son entourage politique essentiellement masculin peut également expliquer ce peu d'intérêt pour la question féminine, affiché au niveau de son action militante, le Parti ouvrier de Turquie n'ayant jamais promu la participation et l'élévation des femmes dans sa hiérarchie, ni accordé d'attention particulière à leurs revendications spécifiques <sup>92</sup>. Ce qui explique en partie la raison pour laquelle le féminisme contemporain turc, qui s'est développé à partir de la fin des années quatre-vingt, s'est distancié des idéologies de gauche en les jugeant tout autant responsables que le kémalisme dans la répression de l'identité spécifique des femmes et de leur enfermement dans des rôles traditionnels, les idéologies de gauche ayant même taxé (et culpabilisé) le féminisme de « déviation bourgeoise » <sup>93</sup>.

Guère concernée par la division traditionnelle des tâches selon le genre, qui s'applique pourtant bien au sein de la communauté immigrée politique turque, Behice Boran est une femme en exil qui s'identifie et que l'on renvoie entièrement au militantisme de type masculin, et a de ce fait tendance à occulter jusqu'à un certain point sa dimension féminine. Toutefois, peut-on en conclure que Behice Boran a participé sciemment à une telle occultation de la condition des femmes ?

Dans ses travaux sociologiques <sup>94</sup>, menés durant les années quarante, portant sur la comparaison des structures sociales de villages de plaine et de montagne dans l'ouest de la Turquie, elle soulignait à quel point, dans tous les domaines de la vie quotidienne, et plus particulièrement dans l'organisation de la production, les femmes occupaient systématiquement des positions inférieures (travaux pénibles, sales, monotones, exigeant peu ou pas de qualification), sous l'autorité matérielle et morale des hommes (la religion venant conforter cet ordre social). Elle allait jusqu'à comparer leur statut social à celui du prolétariat dans le monde industriel, les hommes occupant au village les positions de propriétaires des moyens de production, de responsables de la commercialisation des biens produits (leur offrant de plus la possibilité d'entretenir

<sup>90</sup> G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 298-299.

<sup>91</sup> A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 167.

<sup>92</sup> O. SILIER, « TİP'in İkinci Dönemi. « Daha İyi Yenilmek » Olanaklı mıydı ? », M. GÜLTEKINGİL, (ed.), *op. cit.*, 2007, p. 464. Le programme du nouveau TİP de 1975 ne mentionne à aucun moment la condition des femmes : G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 268.

<sup>93</sup> N. GÖLE, *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte/Poche, 2003, p. 85.

<sup>94</sup> Il nous faut souligner ici la rareté des études sociologiques réalisées sur la Turquie à cette époque. P. DUMONT, « Facteurs et agents du changement social dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres », *Turcica*, 1979, p. 155.

davantage de contacts avec le milieu extérieur) et de détenteurs du pouvoir de décision au sein de la famille. Enfin, elle y réfutait l'idée, répandue parmi les théoriciens socialistes de son époque, selon laquelle la participation des femmes à la production économique et la revalorisation de leur travail suffiraient à assurer un changement de leur statut social <sup>95</sup>. Tout en ayant fait prendre conscience de cet état de fait au travers de ses études, elle ne reprendra jamais ce type d'argument de nature féministe dans ses analyses politiques.

Durant sa période d'incarcération au début des années soixante-dix, d'abord dans un centre de détention près d'Ankara prévu pour recevoir les détenues politiques jusqu'à leur jugement par un tribunal militaire, puis dans une prison civile pour femmes à Sakarya, elle continua à organiser son existence de la même façon que dans la vie civile, comme si cette situation ne représentait pour elle rien d'extraordinaire (il est vrai qu'elle avait connu déjà ce type d'expérience vingt ans auparavant). Si dans le centre de détention, elle fut proche de ses jeunes compagnes de fortune politisées (à 61 ans, elle y était la détenue la plus âgée) <sup>96</sup> membres pour la plupart de Dev-Genç, qui lui témoignaient une grande considération, elle entretint en prison moins de contacts avec les détenues de droit commun, soulignant davantage, à travers sa correspondance, ses conditions de détention précaires et sa seule préoccupation de l'état de santé de son mari et de la situation de son fils <sup>97</sup>.

Finalement, si elle a combiné sa vie personnelle de femme à un rôle d'intellectuelle et de femme politique, elle ne se sera jamais sentie pour autant redevable d'une solidarité féministe.

### Liste des abréviations

|          |  |
|----------|--|
| CLOTI    | Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés   |
| Dev-Genç | Devrimci Gençlik Dernekleri Federasyonu – Fédération des associations de la jeunesse révolutionnaire |
| DİB      | Demokrasi İçin Birlik – Union pour la démocratie en Turquie  |
| DİSK     | Devrimci İşçi Sendikalar Konfederasyonu – Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers       |
| PCB      | Parti communiste de Belgique   |
| TBKP     | Türkiye Birleşik Komünist Partisi – Parti communiste unifié de Turquie                               |
| TİP      | Türkiye İşçi Partisi – Parti ouvrier de Turquie  |
| TKP      | Türkiye Komünist Partisi – Parti communiste de Turquie   |

<sup>95</sup> F. BERKTAY, « Olağandışı Bir Kadın : Behice Boran (Une femme hors du commun : Behice Boran) », A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 22-23.

<sup>96</sup> S. PERİNÇEK, « Hapishanede « Uyumlu ve ilkeliydi » (En prison « Sociable et tenant à ses principes ») », *İkibine Dogru*, 18-24 Ekim (octobre) 1987 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2230, document 29.123).

<sup>97</sup> A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 167 ; G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 254-255.